



L'activiste veut être la courroie de transmission entre Paul Biya et Ayuk Tabe pour la grande consultation nationale qui vise à rechercher des solutions à la crise meurtrière qui sévit dans les régions du Nord-Ouest et Sud-ouest.

L'homme de « la révolution du cercueil », a fait cette déclaration depuis le pénitencier de Kondengui où il est incarcéré.

Après avoir fait preuve d'intransigeance, le président Biya a finalement convoqué dans un discours très attendu à la Nation, un « grand dialogue national », indiquant qu'il sera présidé par le Premier ministre Joseph Dion Nguté, et rassemblera les différentes composantes sociales, y compris des représentants des forces de défense et de sécurité, ainsi que ceux des groupes armés.

Plusieurs figures ont salué cette initiative présidentielle, estimant surtout qu'une amnistie pour le leader séparatiste, Ayuck Tabe, condamné à vie par la justice camerounaise, contribuerait considérablement à la réussite de cette grande consultation. Sauf que Paul Biya est resté constant et lucide.

« Je voudrais d'ailleurs en profiter pour préciser que le respect de la règle de droit et la lutte contre l'impunité constituent les piliers de la consolidation de l'Etat de droit, à

laquelle nous aspirons tous. Fouler aux pieds la règle de droit et assurer l'impunité à certains citoyens, aboutiraient à préparer le lit de l'anarchie», a-t-il clarifié.

« Il est donc fondamental, à ce stade, de dissiper les rumeurs selon lesquelles, l'on peut tranquillement piller, violer, incendier, kidnapper, mutiler, assassiner, dans l'espoir qu'un éventuel dialogue permettra d'effacer tous ces crimes et assurera l'impunité à leurs auteurs », a-t-il ajouté. Suffisant pour comprendre que Ayuk Tabé ne sera pas à la table des discussions.